

Crise des gilets jaunes : les directions syndicales passent à côté de l'histoire

6 décembre 2018 [Stéphane Ortega](#)

L'ensemble des organisations syndicales de salariés se sont retrouvées jeudi 6 décembre pour un premier échange sur la situation sociale liée à la crise des gilets jaunes. Au cours de la réunion, elles n'ont réussi à s'accorder que sur un communiqué de presse minimaliste et non paraphé par Solidaires.

Malgré une crise sociale, doublée cette semaine d'une crise politique avec un Premier ministre sur un siège éjectable, les organisations syndicales font le service minimum. Ce jeudi 6 décembre les secrétaires généraux des syndicats CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, FSU, UNSA et Solidaires se sont rencontrés pour la première fois depuis le début de la crise des gilets jaunes. L'initiative en revient à la CFDT et la CGT. Une première [demande de réunion](#) de Solidaires au lendemain du 17 novembre était restée lettre morte.

Le résultat est pour le moins léger. Un communiqué long de vingt lignes, signé par l'ensemble des organisations à l'exception de l'Union syndicale Solidaires. Au-delà des formules consacrées et consensuelles sur « *l'expression d'une colère légitime* » des gilets jaunes et le rappel des demandes syndicales déjà anciennes de « *politiques publiques permettant de la justice sociale* », pas grand-chose. Les signataires du texte notent que « *le gouvernement, avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue* », et indiquent qu'ils s'y engageront avec leurs propres propositions « *en commun chaque fois que cela sera possible* ». Pas vraiment un grand élan unitaire.

Par cette déclaration, les syndicats français mettent leurs pas dans le sillon tracé par le leader de la CFDT qui avait proposé un rôle d'intermédiaire entre le gouvernement et la colère des gilets jaunes en suggérant le 18 novembre la mise en place d'un « Pacte de la transition écologique ». Et ce en faisant fi du rejet de toute représentation, exprimé par le mouvement des gilets jaunes. En résonance avec les demandes de l'exécutif appelant à la responsabilité des « corps intermédiaires », la déclaration unitaire « *dénonce toute forme de violence dans l'expression des revendications* », sans même évoquer celles commises par les forces de maintien de l'ordre.

L'action en ordre dispersé

Si la CFDT n'a pas exclu, en entame de réunion, des actions communes, les débats ont vite tourné court. La CGT, par la voix de Philippe Martinez, a annoncé qu'elle avait pris ses responsabilités en appelant – unilatéralement de fait – à une journée de grève interprofessionnelle le 14 décembre, laissant libre à chacun le choix de la rejoindre. A l'exception de Solidaires favorable à une journée commune de grève générale, la discussion sur des perspectives de mobilisation n'a pas rebondi. Il est vrai que les lignes syndicales divergent fortement. Si la CGT et Solidaires semblent vouloir mobiliser les salariés pour peser sur l'exécutif, ni le nouveau secrétaire général de Force ouvrière, ni les autres organisations n'appellent à descendre dans la rue ou à se mettre en grève dans les entreprises dans cette période de crise gouvernementale.

L'action large et unitaire au sommet des confédérations étant totalement paralysée, c'est du côté des fédérations professionnelles que des appels à augmenter le rapport de force face au gouvernement apparaissent. À partir de dimanche soir, les fédérations des transports de la CGT et de Force ouvrière lancent un appel à la grève. Des débrayages dans des raffineries et chez les dockers ont déjà été lancés par la fédération CGT des industries chimiques qui appelle les militants CGT à ne pas rester spectateurs. Les fédérations CGT de l'agroalimentaire, des cheminots, des mines-énergie, du commerce et des services ont appelé à ce que chacun « *contribue dans son domaine d'action à développer le rapport de force sur les revendications sociales et économiques* ».

À la sortie des locaux de la CFDT où se tenait la réunion syndicale de ce matin, les signataires n'ont fait aucune déclaration officielle. Seul Solidaires, non-signataire du texte commun, a évoqué une prise de position qui n'est « *pas à la hauteur des enjeux* ».